



## **Briefing : « La situation en Afghanistan »**

New York, le 6 mars 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl,  
Représentante permanente de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je voudrais, comme mes collègues, tout d'abord remercier la RSSG Otunbayeva et Mme Gailani de leurs présentations. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général pour la réunion de Doha des Envoyés Spéciaux, et faire référence à ce que nous avons discuté la semaine passée dans ce Conseil, surtout étant que les recommandations de l'évaluation indépendante doivent être mises en œuvre rapidement.

Nous l'avons entendu de la RSSG, mais aussi de tous les collègues, et nous l'avons lu dans le rapport : l'Afghanistan reste confronté à une multitude de crises complexes, mêlant, entre autres, une crise économique à une crise des droits humains et des femmes en particulier.

A cela s'ajoute une crise climatique qui a déjà des conséquences sérieuses pour l'ensemble de la région. A l'avenir, la concurrence croissante pour l'eau risque d'accentuer les conflits, l'instabilité et l'insécurité. Il est donc impératif de prendre des mesures immédiates pour atténuer les effets négatifs du changement climatique sur la sécurité. C'est aussi l'une des recommandations du Nouvel Agenda pour la Paix. Dans cette optique la MANUA est bien placée pour promouvoir le dialogue et la coopération au niveau régional et renforcer la gestion durable des ressources en eau. Nous encourageons donc la Mission à développer ce domaine d'action et à continuer de travailler avec les communautés et organisations locales.

Le changement climatique exerce également une pression supplémentaire sur une économie déjà ébranlée et largement dépendante de l'agriculture. Près de la moitié de la population afghane vit dans la pauvreté. Le plan de réponse aux besoins humanitaires nécessite plus de trois milliards de dollars pour couvrir les besoins de 17 millions de personnes. Trois milliards de dollars, c'est bien plus que ce que l'Afghanistan peut actuellement générer comme revenu annuel. De plus, les perspectives économiques de la population restent sombres.

Dans ce contexte, les actions des talibans continuent d'être néfastes pour la prospérité de l'Afghanistan et son peuple. La pire mesure probablement est d'exclure la moitié de la population de la vie publique et de la participation économique. La récente intensification de la répression contre celles qui n'obéissent pas au code vestimentaire des talibans montre comment la peur et l'insécurité sont systématiquement renforcées au sein de la population féminine. Cela conduit à une exclusion encore plus grande et à des traumatismes psychologiques. Nous condamnons fermement ces actions. L'Afghanistan est État partie à la

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il a donc l'obligation de veiller à ce que les droits inscrits dans cette convention soient respectés. Comme nous en discuterons lors d'une réunion « Arria » la semaine prochaine, la CEDEF et l'Agenda 1325 sont complémentaires face à l'urgence de garantir la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision et de vie publique. Qu'elles soient cheffes d'entreprise, entrepreneures ou salariées, les femmes afghanes sont indispensables au développement économique et à la prospérité du pays.

Une action tout autant condamnable est d'empêcher la moitié des enfants - l'avenir de l'Afghanistan, et je ne peux ici que souligner ce qu'a dit le « groupe A3 » - d'obtenir une éducation secondaire, tandis que l'autre moitié reçoit essentiellement une éducation religieuse. Nous reconnaissons depuis longtemps l'importance d'une éducation de qualité pour tous et toutes et l'avons collectivement inscrit comme objectif de développement durable. En outre, la restriction de l'éducation rend les enfants plus vulnérables aux abus.

Toutes ces actions soulèvent une question fondamentale : Si les Talibans ne manifestent pas de volonté d'assumer les responsabilités inhérentes à la gouvernance et ne respectent pas leurs obligations internationales, comment peut-on établir la confiance pour reprendre une coopération internationale ?

Je pense qu'une unité et une approche commune restent essentielles au sein de ce Conseil. A ce titre, l'élaboration d'une feuille de route pour une Envoyée Spéciale ou un Envoyé Spécial et la coordination au sein d'un groupe de contact seront, à terme, des étapes importantes.

Monsieur le Président,

Je voudrais réaffirmer notre plein soutien aux efforts déployés par les Nations unies en Afghanistan sous la direction de la MANUA et à son engagement essentiel sur le terrain. Son mandat fournit les outils dont elle a besoin pour continuer à faire son travail, même dans des circonstances complexes. Ainsi, nous soutiendrons tous les efforts du Japon, en tant que porte-plume, pour renouveler le mandat pour une année supplémentaire. Nous appelons nos collègues membres du Conseil à envoyer un signal d'unité de notre soutien au mandat et au travail de la MANUA - comme nous l'avons fait dans le passé.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Mr. President,

Like my colleagues, I would first like to thank SRSG Otunbayeva and Mrs Gailani for their presentations. I would also like to thank the Secretary-General for the Doha meeting of Special Envoys, and to refer to what we discussed last week in this Council, especially given the fact that the recommendations of the independent evaluation must be implemented quickly.

We have heard it from the SRSG, but also from all our colleagues, and we have read it in the report: Afghanistan continues to face a multitude of complex crises, combining, among other things, an economic crisis with a human rights crisis, particularly affecting women.

In addition, a climate crisis is already having serious consequences for the region as a whole. In the future, growing competition for water is likely to accentuate conflicts, instability and

insecurity. It is therefore imperative to take immediate steps to mitigate the negative effects of climate change on security. This is also one of the recommendations of the New Agenda for Peace. In this context, UNAMA is well placed to promote regional dialogue and cooperation, and to strengthen the sustainable management of water resources. We therefore encourage the Mission to develop this area of action and to continue working with local communities and organizations.

Climate change is also putting additional pressure on an already shaken economy that is largely dependent on agriculture. Almost half of Afghanistan's population lives in poverty. The humanitarian response plan requires more than three billion dollars to help more than 17 million people. Three billion dollars is far more than Afghanistan can currently generate in annual revenue. What's more, the economic prospects for the population remain bleak.

Against this backdrop, the Taliban's actions continue to be detrimental to the prosperity of Afghanistan and its people. The worst measure probably is to exclude half the population from public life and economic participation. The recent intensification of repression against women who do not comply with the Taliban dress code shows how fear and insecurity are systematically reinforced among the female population. This leads to even greater exclusion and psychological trauma. We strongly condemn these actions. Afghanistan is a party to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women. It is therefore obliged to ensure that the rights enshrined in this Convention are respected. As we will discuss at an "Arria" meeting next week, CEDAW and Agenda 1325 complement each other in the urgent need to ensure women's participation at all levels of decision-making and public life. Whether as entrepreneurs or employees, Afghan women are vital to the country's economic development and prosperity.

Equally reprehensible is the fact that half of all children - the future of Afghanistan, and here I can only underline what the A3 group said - are denied a secondary education, while the other half receive what is essentially a religious education. We have long recognized the importance of quality education for all and have collectively enshrined it as a Sustainable Development Goal. Restricting education also makes children more vulnerable to abuse.

All these actions raise a fundamental question: if the Taliban show no willingness to assume to assume the responsibilities inherent in governance, and fail to meet their international obligations, how can we build the confidence to resume international cooperation?

I believe that unity and a common approach remain essential within this Council. In this respect, the development of a roadmap for a Special Envoy and coordination within a contact group will, in time, be important steps.

Mr. President,

I would like to reiterate our full support for the UN's efforts in Afghanistan under the leadership of UNAMA and for its essential commitment on the ground. Its mandate provides it with the tools it needs to continue to do its work, even in complex circumstances. We will therefore support all Japan's efforts, as penholder, to renew the mandate for another year. We call on our fellow Council members to send a united signal of support for UNAMA's mandate and work, as we have done in the past.

I thank you.